

prises pour constituer avec ces instituts des formes d'association qui ne seront pas à leur désavantage mais qui, du moins il faut l'espérer, viseront à renforcer la coopération avec eux et à leur offrir une base financière plus solide pour leurs travaux. Il a été encourageant de constater que le Directeur général de l'Institut a été régulièrement consulté par l'UNESCO et par les membres du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et qu'il a été désigné membre d'office du Comité fondateur. Les inquiétudes de l'Institut avaient été communiquées au Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination et celui-ci les a dûment prises en considération, comme il l'a indiqué dans son intervention. En fait, l'Institut, qui a des liens avec un grand nombre d'universités et d'institutions dans le monde entier, a accumulé des

connaissances et une expérience qui pourront être très précieuses pour l'Université des Nations Unies. Il est donc bon de voir que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 ont reconnu le rôle spécial que peut jouer l'Institut, et le Directeur général se demande si l'on ne pourrait pas ajouter le nom de l'Institut au paragraphe 6 du dispositif. Il espère que le projet de résolution sera adopté par consensus.

66. M. CAVAGLIERI (Italie) aimerait que les interventions du Secrétaire général adjoint aux affaires interorganisations et à la coordination, du Sous-Directeur général de l'UNESCO et du Directeur général de l'UNITAR soient reproduites aussi largement que possible dans le compte rendu analytique de séance.

La séance est levée à 13 h 30.

1548^e séance

Mardi 6 novembre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1548

POINT 52 DE L'ORDRE DU JOUR

Université des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (suite) [A/9003/Add.1 (troisième partie), A/9149 et Add.1 et 2, A/C.2/L.1300]

1. M. OGISO (Japon) rappelle que, après de nombreuses études, résolutions et décisions, l'Assemblée générale a décidé à sa vingt-septième session d'établir l'Université des Nations Unies; il lui faut maintenant adopter une charte pour cette université et décider de l'emplacement de son centre. En ce qui concerne la première de ces questions, le Conseil exécutif de l'UNESCO a présenté des observations et des commentaires (voir A/9149/Add.1) sur le projet de charte proposé par le Comité fondateur, qui figure à l'annexe I, appendice III, du rapport du Secrétaire général (A/9149); l'Assemblée est maintenant saisie d'un texte révisé du projet de charte (voir A/9149/Add.2) qui est le produit des efforts concertés des secrétariats de l'ONU et de l'UNESCO; ce texte est fondé sur le projet proposé par le Comité fondateur et tient compte des commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO. La délégation japonaise espère vivement que le texte révisé de la charte sera adopté à l'unanimité à la présente session de l'Assemblée générale.

2. En ce qui concerne l'emplacement du Centre de l'Université, le Secrétaire général a recommandé à l'Assemblée de prendre sérieusement en considération le fait que le Japon soit disposé à devenir l'Etat hôte de cet organe. Les directeurs généraux de l'UNESCO et de l'UNITAR se sont associés à cette recommandation. Le Japon, qui a toujours reconnu qu'il convenait avant tout de renforcer la solidarité internationale pour jeter les bases d'une paix mondiale, a soutenu dès l'origine l'idée de créer une université des Nations Unies. Pour des raisons à la fois historiques et géographiques, le Japon est un point de rencontre des cultures orientales et occidentales et s'est efforcé de

jouer un rôle d'intermédiaire entre pays développés et pays en voie de développement. Le représentant du Japon est donc persuadé que, si l'offre de son pays était retenue, le Centre de l'Université pourrait servir utilement à promouvoir la paix et la prospérité dans le monde. Il convient également de souligner l'importance symbolique qu'il y aurait à situer cette institution mondiale en Asie. La délégation japonaise espère sincèrement que les membres de la Deuxième Commission accepteront l'offre du Gouvernement japonais. Celui-ci est disposé à verser une contribution d'un montant de 100 millions de dollars au Fonds de l'Université des Nations Unies, en cinq versements annuels à partir de 1974, sous réserve de l'approbation du Parlement et à condition que les Etats Membres et d'autres sources versent également des contributions au Fonds; d'autre part, le Japon prendra à sa charge toutes les dépenses d'équipement nécessaires pour l'établissement du Centre dans la région métropolitaine de Tokyo. Cette contribution n'empêche pas le Gouvernement japonais d'envisager d'augmenter l'année prochaine sa contribution à l'UNITAR.

3. Le représentant du Japon présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.2/L.1300. Au paragraphe 1 du dispositif, les auteurs demandent à l'Assemblée générale d'adopter le projet de charte de l'Université qui incorpore les commentaires et observations du Conseil exécutif de l'UNESCO (voir A/9149/Add.2), l'organisation compétente en matière d'éducation. Etant donné que l'Université des Nations Unies est un projet international d'un type tout à fait nouveau, il est normal que les opinions divergent à propos de la charte. Toutefois, ce projet est conçu de façon que l'Université jouisse des libertés académiques et de l'autonomie nécessaires et bénéficie de l'intérêt et de l'appui du monde entier; il est également conforme à l'esprit de la résolution 2951 (XXVII), par laquelle l'Assemblée a décidé d'établir l'Université.

4. Le paragraphe 2 du dispositif indique la procédure à suivre, le cas échéant, pour modifier la charte à la

trentième session de l'Assemblée générale. Il faudra probablement quelques années d'expérience pour déterminer s'il y a lieu de modifier la charte; d'autre part, les membres de la Deuxième Commission ne sont pas, pour la plupart, experts en questions académiques; les auteurs ont donc jugé que les commentaires et observations formulés à l'Assemblée générale devraient être examinés par le Conseil de l'Université avant que l'Assemblée ne décide s'il y a lieu de les incorporer dans la charte.

5. Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée déciderait que le Centre de l'Université sera établi dans la région métropolitaine de Tokyo; à cet égard, le représentant du Japon remercie chaleureusement tous ceux qui ont appuyé l'offre de son gouvernement. Le paragraphe 4 du dispositif n'appelle pas d'observation particulière.

6. Contrairement à ce que semblent désirer certains, les auteurs ne pensent pas qu'il convienne de préciser dans une charte de l'Université les rapports qui existeront entre l'Université et l'UNITAR. A leur avis, c'est au Conseil de l'Université qu'il appartiendra d'examiner la question. Il existe certainement des similarités entre les objectifs de l'Université et ceux de l'UNITAR, mais l'Institut s'intéresse davantage à des questions d'ordre pratique tandis que l'Université aura un point de vue plus théorique. Toutefois, il est fort probable que l'UNITAR mettra au point une collaboration fructueuse avec l'Université sur bien des points d'intérêt commun. C'est pourquoi les auteurs ont exprimé l'espoir, au paragraphe 5 du dispositif, que le Conseil de l'Université examinera, en tant que tâche prioritaire, les relations entre l'Université et l'UNITAR.

7. Au paragraphe 6 du dispositif, il est question de contributions volontaires. Le représentant du Japon appelle à cet égard l'attention des membres de la Commission sur le paragraphe 1 de l'article IX du projet de charte, aux termes duquel les contributions volontaires viennent uniquement de sources gouvernementales ou non gouvernementales et non pas de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées. L'Université pourrait recevoir une assistance de l'ONU dans le seul cas où le Recteur accepterait de l'ONU ou des institutions spécialisées une aide aux projets de l'Université, en particulier sous forme de bourses d'études, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2 de l'article IX; cette disposition a déjà été approuvée par l'Assemblée dans sa résolution 2951 (XXVII). D'autre part, l'Université peut recourir aux services de l'administration générale, du personnel et des finances de l'ONU, mais uniquement sous réserve qu'il n'en résulte aucune charge supplémentaire pour le budget ordinaire de l'ONU (par. 9 de l'art. IX du projet de charte).

8. Le paragraphe 7 du dispositif a notamment pour objet de permettre à l'Université d'acquérir un caractère véritablement international.

9. Les auteurs prient instamment la Deuxième Commission d'adopter à l'unanimité le projet de résolution A/C.2/L.1300, fruit de longues consultations approfondies.

10. M. HACHANI (Tunisie) dit que son gouvernement avait examiné avec intérêt la note que le Secrétaire général lui avait adressée pour lui demander

dans quelle mesure il serait disposé à apporter une contribution financière au profit de l'Université des Nations Unies. En réponse à cette note, le Gouvernement tunisien avait fait savoir au Secrétaire général, le 11 avril 1973, que la Tunisie s'offrait à accueillir le siège de l'Université ou l'un des établissements qui lui seront rattachés. Par la suite, le Gouvernement tunisien a informé le Secrétaire général qu'il ne présentait sa candidature que pour l'un des organes qui seront rattachés à l'Université. En conséquence, la Tunisie est disposée à appuyer la candidature du Japon pour accueillir le Centre de l'Université. Toutefois, elle est toujours désireuse de voir s'installer chez elle l'un des organes qui seront rattachés à l'Université et elle donnera ultérieurement des précisions sur son offre définitive.

11. M. SHARMA (Singapour) dit que sa délégation est satisfaite du départ qu'a pris l'Université des Nations Unies. La plupart des dispositions du projet de charte révisé (voir A/9149/Add.2) rencontrent son agrément à l'exception d'un point qui mériterait d'être considérablement approfondi. Il s'agit des rapports entre l'Université des Nations Unies et l'UNITAR. Le projet de charte n'est pas suffisamment explicite sur cette question, à laquelle ne se réfèrent que trois dispositions, au paragraphe 1 de l'article IV, au paragraphe 2 du même article et à l'alinéa f de l'article VI. Ces dispositions sont très nettement insuffisantes et cela d'autant plus qu'un examen des documents constitutifs des deux organismes montre que leurs sphères de compétence se recoupent sur certains points importants.

12. Ainsi, par exemple, aux termes du Statut de l'UNITAR¹, les deux fonctions de l'Institut sont la formation et la recherche, et il assure la formation, à divers niveaux, de personnes, venant en particulier de pays en voie de développement, qui sont appelées à s'acquitter de missions auprès de l'ONU ou des institutions spécialisées ou à s'acquitter, dans leur administration nationale, de missions se rattachant à l'activité de l'ONU (art. II, par. 2). En outre, l'Institut effectue des recherches et des études concernant les attributions et les objectifs des Nations Unies qui tiennent compte en priorité des besoins du Secrétaire général de l'ONU ainsi que de ceux des autres organes des Nations Unies et des institutions spécialisées (art. II, par. 3). Enfin, l'article VI prévoit que le Directeur général peut nommer chaque année membres associés de l'Institut un petit nombre de personnes particulièrement compétentes. Il ressort de l'étude du projet de charte de l'Université que les objectifs et les buts de cette dernière transcendent, mais, en même temps, englobent ceux de l'UNITAR. Le mode de financement des deux organismes présente également de grandes analogies.

13. Dans ces conditions, l'absence de dispositions précises pourrait entraîner de graves conséquences, dont des doubles emplois et la concurrence pour l'attribution des contributions volontaires. Une telle concurrence pourrait nuire à la stature ainsi qu'aux ressources de l'une des institutions, si ce n'est des deux. De même, dans le domaine du recrutement du personnel, l'Université et l'UNITAR pourraient par inadvertance se causer mutuellement préjudice, ce qui entraînerait des gaspillages considérables pour l'une et pour l'autre.

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes*, point 45 de l'ordre du jour, document A/6875, annexe III.

14. La délégation singapourienne pense que la meilleure solution consisterait à faire de l'Institut un élément distinct ou une institution au sein de l'Université. S'il demeure en dehors de l'Université, il risque de se heurter par la suite à de grandes difficultés dans l'accomplissement de sa tâche et de finir par tomber en désuétude, ce qui serait regrettable étant donné les résultats obtenus par le passé. M. Sharma ne pense pas que cette fusion puisse avoir des effets néfastes pour l'un ou l'autre des deux organismes. Au contraire, l'Université bénéficierait ainsi au maximum de l'expérience de l'UNITAR et celui-ci, de son côté, puiserait une énergie nouvelle grâce à ses rapports étroits avec l'Université.

15. La délégation singapourienne se félicite que le problème ait été abordé par le Directeur général de l'UNITAR et qu'il fasse l'objet du paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1300. Elle espère que d'ici à la trentième session de l'Assemblée générale, lors de laquelle l'Assemblée générale examinera les amendements éventuels à la charte, le Conseil de l'Université et l'UNITAR seront parvenus à définir clairement leurs rapports mutuels. Elle espère en outre que le rapport qui sera présenté à la trentième session comprendra également des recommandations concrètes et des amendements sur les liens entre l'Université et l'UNITAR, afin que ceux-ci puissent être étudiés par l'Assemblée générale.

16. M. JABER (Jordanie) apprécie les efforts déployés par le Secrétariat de l'ONU, par l'UNESCO et par l'UNITAR pour traduire dans la réalité l'idée d'une université des Nations Unies. Aux termes du projet de charte, l'Université sera une communauté internationale de savants vouée à la recherche, à la formation postuniversitaire et à la diffusion du savoir; elle constituera ainsi un ensemble mondial d'institutions affiliées plutôt qu'une institution centralisée et jouira de l'autonomie dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et surtout des libertés universitaires nécessaires à la réalisation de ses objectifs. La délégation jordanienne, qui figure au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300, dit que le fait de situer à Tokyo le Centre de l'Université permettra non seulement de profiter de l'offre généreuse du Gouvernement japonais, mais également de bénéficier de la riche expérience du Japon en matière d'utilisation des techniques modernes. Le paragraphe 4 du dispositif paraît particulièrement important; le fait de situer les centres de recherche et de formation dans des pays en voie de développement améliorera la contribution que l'Université peut offrir à ces pays et permettra d'échanger des données d'expérience et des résultats de recherches scientifiques. Un certain nombre d'offres ont déjà été faites par les pays en voie de développement et il en parviendra certainement d'autres. L'Université de Jordanie, par exemple, est en train de formuler une offre en vue d'accueillir un centre de recherche.

17. M. KUMI (Ghana) dit que sa délégation a appuyé l'idée d'une université des Nations Unies dès que l'ancien secrétaire général U Thant en a pris l'initiative en 1969. Dans l'ensemble, les principes qui sont chers à la délégation ghanéenne sont énoncés dans le projet révisé de charte de l'Université, dont l'adoption à la session en cours ne devrait pas causer de difficulté.

18. Néanmoins, certains articles nécessiteraient des révisions d'ordre juridique. Ainsi, le sens de l'article XII concernant la procédure à suivre en matière d'amendements n'est pas clair. Au paragraphe 1 dudit article, l'expression "peut apporter" doit être remplacée par "apporte", afin de montrer que l'Assemblée générale est l'autorité suprême. Mais ces subtilités doivent être laissées aux juristes et ne doivent pas empêcher la Commission d'adopter la charte.

19. La délégation ghanéenne est au nombre des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 qui fixe l'emplacement du siège de l'Université à Tokyo. Elle est sûre que l'offre du Gouvernement japonais recevra l'appui de la grande majorité des Etats Membres. Par ailleurs, le Ghana souhaiterait vivement accueillir sur son territoire une section de l'Université et fera part de son intention au Secrétaire général. En effet, depuis quelques années, l'Afrique fait figure de sujet d'étude majeur non seulement par sa diversité, mais également à cause de la dimension nouvelle qu'elle confère à la compréhension internationale. Depuis sa fondation, l'Université du Ghana a cherché à faire des études africaines un domaine de recherche et une partie intégrante du programme des lettres et des sciences sociales. Le Ghana est donc prêt à accueillir un département de l'Université des Nations Unies afin de compléter ces études et promouvoir la connaissance de l'Afrique dans les affaires internationales. En outre, l'Université des Nations Unies pourrait s'intéresser aux travaux des départements de statistique et de recherche sociale et économique ainsi qu'à ceux du Centre d'études démographiques et du département de l'agriculture à l'Université du Ghana. Faut-il rappeler que le siège de l'Association des universités africaines se trouve au Ghana et que l'Université du Ghana a joué un rôle vital dans cette association ?

20. Il est temps de permettre à l'humanité de profiter des bienfaits de la paix, et c'est dans cet esprit que la délégation ghanéenne appuie l'adoption du projet révisé de charte.

21. M. WANG Tzu-chuan (Chine) dit que, étant donné que l'Université des Nations Unies est une université mondiale, elle ne doit pas être dirigée par quelques pays. Le Conseil de l'Université doit être caractérisé par une vaste représentation géographique. En outre, étant donné que chaque région compte un nombre différent de pays, le nombre de sièges réservés à chaque région au Conseil ne doit pas être le même, et comme les pays en voie de développement sont les plus nombreux dans le monde, ils doivent se trouver en majorité au Conseil. Ainsi seulement le Conseil pourra-t-il refléter plus fidèlement l'opinion des pays en voie de développement.

22. Certains pays ont fait savoir qu'ils souhaiteraient accueillir sur leur territoire des établissements affiliés à l'Université. La délégation chinoise pense qu'il convient de tenir compte à cet égard des vœux exprimés par les pays en voie de développement. Les sujets de recherche doivent également répondre aux besoins de ces pays et de leurs régions. Les travaux de recherche de l'Université doivent présenter un caractère concret et porter essentiellement sur les problèmes urgents de l'heure, et en particulier sur le progrès économique et social des pays en voie de développement, la discrimination raciale, les causes profondes de l'appauvrissement des pays en voie de développement, etc. L'Uni-

versité doit également contribuer à l'échange des techniques par ses travaux de recherche.

23. Les publications de certains organismes des Nations Unies témoignent d'un souci de quantité plutôt que de qualité. Leurs points de vue sont excessivement partisans et il arrive même que certaines d'entre elles ne distinguent pas entre ce qui est juste et ce qui est faux. En tant qu'institution nouvelle, l'Université des Nations Unies doit adopter un point de vue nouveau. Ses publications doivent éviter les erreurs qui viennent d'être citées, présenter un caractère scientifique et être conformes à l'esprit de la Charte des Nations Unies. Enfin, elles ne doivent pas être défavorables aux pays en voie de développement sous prétexte de liberté intellectuelle.

24. M. FERNANDEZ VILLAVARDE (Espagne) note que le Gouvernement espagnol, qui s'intéresse à la création de l'Université des Nations Unies depuis que l'idée en a été conçue, se félicite des progrès déjà réalisés pour la concrétiser. Il reste malgré tout un long chemin à parcourir, mais les derniers pas seront facilités par les offres généreuses de nombreux pays, et en particulier du Japon.

25. La délégation espagnole se félicite également des travaux accomplis par le Comité fondateur de l'Université des Nations Unies, et en particulier du projet de charte présenté pour examen à l'Assemblée générale par le Secrétaire général. La délégation espagnole a eu malheureusement très peu de temps pour prendre connaissance de la version révisée de la charte tenant compte des observations du Conseil exécutif de l'UNESCO, si bien qu'elle ne peut présenter à ce propos que quelques commentaires de caractère général et préliminaire. Pour ce qui est du contenu même du texte de la charte, la délégation espagnole constate avec plaisir que l'on a accordé à l'UNESCO un rôle particulier dans la création, puis le fonctionnement, de l'Université des Nations Unies. Grâce à la notion d'auspices conjoints de l'ONU et de l'UNESCO figurant à l'article premier, tous les organismes spécialement qualifiés pourront participer à l'action et au fonctionnement de l'université internationale et en partager la responsabilité : il convient de s'en féliciter puisque aucune activité des Nations Unies ne peut réussir sans une coordination efficace des travaux des différents organismes et une utilisation appropriée des ressources disponibles.

26. De même que le représentant de Singapour, M. Fernández Villaverde souligne l'importance qu'il y a à interpréter et au besoin à compléter les principes contenus dans la charte de façon à associer dans la mesure nécessaire l'UNITAR et les institutions parallèles au système de l'Université des Nations Unies; il considère donc que le Conseil de l'Université devrait se fixer entre autres tâches prioritaires la définition des relations entre l'UNITAR et l'Université, de façon à éviter des doubles emplois, des conflits de compétences et peut-être même une mauvaise administration des ressources nécessairement limitées. A cet égard, le représentant de l'Espagne se joint à ceux qui ont mentionné ce problème au moment de l'examen du rapport de l'UNITAR, ainsi qu'aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300. Enfin, la délégation espagnole estime qu'en espagnol l'expression "*Carta de la Universidad de las Naciones Unidas*" n'est pas heureuse et suggère de remplacer le mot "*Carta*" par le

mot "*Estatuto*" puis par "*Reglamento*", s'agissant du développement ultérieur plus concret prévu au paragraphe 4 de l'article IV.

27. A propos du projet de résolution dont est saisie la Commission, la délégation espagnole se propose de l'examiner favorablement, compte tenu des commentaires qui précèdent et sous réserve des observations formulées à propos du projet de charte. Néanmoins, le représentant de l'Espagne aimerait savoir ce que pensent les auteurs dudit projet de l'opportunité d'y ajouter une disposition relative aux langues officielles de l'Université. Si l'Assemblée adopte les principes proposés dans le document A/9149/Add.2, il faudra peut-être décider quelles seront les langues officielles de l'Université et approuver expressément les suggestions du Comité fondateur exposées au paragraphe 5 de l'annexe I au document A/9149 tendant à ce que les langues officielles de l'Université soient celles de l'ONU et de la Conférence générale de l'UNESCO.

28. M. CHAKRAVARTY (Inde) dit que la délégation indienne, qui a toujours appuyé l'idée de la création d'une université internationale sous les auspices des Nations Unies, se félicite des progrès considérables réalisés au cours de l'année précédente, et en particulier de la mise au point par le Comité fondateur d'un projet de charte établi après des discussions approfondies sur les divers aspects d'un problème complexe.

29. Se référant aux buts de l'Université des Nations Unies tels qu'ils sont présentés à l'article premier du projet de charte, M. Chakravarty exprime l'espoir que, au moment de l'établissement de centres de recherche de haut niveau et de formation supérieure, il sera tenu compte du fait que les pays en voie de développement disposent d'un moins grand nombre de centres de ce genre que les autres pays, et que l'on s'efforcera d'obtenir une répartition géographique équitable, compte tenu du niveau des compétences universitaires et des installations de recherche disponibles ou qui pourront être créées. Le représentant de l'Inde se félicite en particulier des dispositions du paragraphe 3 de l'article premier; il note que l'Université devra favoriser la dissémination des connaissances acquises grâce à ses activités et programmes ainsi qu'assurer la coordination des activités de recherche et de formation afin d'éviter les doubles emplois et d'obtenir les meilleurs résultats du point de vue universitaire, financier et autres.

30. La délégation indienne approuve entièrement le contenu de l'article II du projet de charte et insiste pour que l'Université jouisse de la liberté et de l'autonomie en question.

31. Après avoir résumé le contenu de l'article III, le représentant de l'Inde exprime l'espoir que l'Université saura utiliser pleinement les institutions nationales d'un haut niveau universitaire de toutes les régions et surtout des pays en voie de développement et note que, au niveau international, l'Université des Nations Unies devra s'efforcer de coordonner la recherche sur les programmes d'importance mondiale afin d'en accroître la portée et de faciliter l'application des résultats de cette recherche.

32. Pour ce qui est des finances et du budget de l'Université, la délégation indienne appuie les dispositions énoncées à l'article VIII et considère que l'Université doit pouvoir compter sur des fonds suf-

fisants pour promouvoir la recherche de haut niveau et la formation supérieure sur des problèmes d'intérêt mondial et que ces ressources doivent être fournies selon les modalités proposées dans la charte de l'Université. La délégation indienne appuie pleinement la recommandation du Comité fondateur concernant une dotation qui assurerait la viabilité financière de tout le système de l'Université des Nations Unies. Elle juge encourageant que des offres de contributions en installations et autres aient été reçues d'au moins 25 pays, et en particulier du Japon, qui a généreusement offert d'apporter au Fonds de l'Université des Nations Unies une contribution de 100 millions de dollars en cinq versements annuels à partir de 1974 et est disposé à envisager de contribuer aux dépenses d'équipement nécessaires pour la création d'unités de recherche et de formation relevant de l'Université dans les pays en voie de développement.

33. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.2/L.1300, la délégation indienne le juge acceptable dans son ensemble mais souhaite suggérer quelques modifications mineures susceptibles d'en améliorer le texte. C'est ainsi qu'elle propose de remplacer, à la première ligne du paragraphe 2 du dispositif, le mot "examiner" par l'expression "tenir compte" et de supprimer ensuite, dans ce paragraphe, le passage "en consultation avec . . . Conseil économique et social", puisque ces dispositions figurent déjà dans l'article XII du projet révisé de charte.

34. Au paragraphe 5 du dispositif, la délégation indienne souhaiterait que l'expression "*Exprime l'espoir*" soit remplacée par le terme plus fort "*Recommande*".

35. En conclusion, la délégation indienne appuie chaleureusement la proposition tendant à créer une université internationale selon les principes contenus dans le projet de charte et est prête, sous réserve des modifications qu'elle a suggérées, à accepter le projet de résolution, et même à l'appuyer fermement en espérant qu'il sera adopté à l'unanimité.

36. M. VERCELES (Philippines) rappelle que sa délégation est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1300 et qu'elle approuve pleinement le choix de Tokyo comme siège de l'Université, consciente comme elle l'est du sens que revêt le choix de l'Asie, berceau de la civilisation. Il convient de remercier le Gouvernement japonais du rôle important qu'il a joué dans l'évolution de l'idée d'université des Nations Unies et en particulier de son offre généreuse d'assistance financière et matérielle.

37. L'Université doit être dotée d'une base financière adéquate si l'on veut qu'elle remplisse dans de bonnes conditions la tâche pour laquelle elle a été créée. Etant

donné que les moyens dont disposent les pays en voie de développement ne leur permettent pas de contribuer de façon substantielle au financement de l'Université, il faut espérer que le Secrétaire général pourra trouver les fonds nécessaires auprès d'institutions privées et de gouvernements intéressés.

38. Aux termes du projet de charte de l'Université des Nations Unies, celle-ci sera un établissement orienté vers la recherche, tandis que son rôle dans le domaine de la formation demeure relativement vague. Or la délégation philippine estime qu'il importe de maintenir un équilibre entre ces deux catégories d'activités et que la formation est d'une importance capitale pour les pays en voie de développement.

39. La délégation philippine approuve les domaines de recherche énoncés à l'article premier du projet de charte et pense que celle-ci doit avoir des buts concrets et déboucher sur des programmes d'action visant à résoudre les problèmes mondiaux. L'épanouissement des communautés universitaires et scientifiques en tous lieux, et en particulier dans les pays en voie de développement, doit être l'une des préoccupations essentielles de l'Université, car c'est là un moyen de résoudre le problème de l'exode des compétences.

40. Il conviendrait par ailleurs de préciser les rapports qui existeront entre l'Université et l'UNITAR, qui a été étroitement associé aux travaux préparatoires à la création de l'Université. Selon la délégation philippine, il doit régner entre les deux organismes une coopération étroite et constante qui devra leur permettre d'éviter les doubles emplois. Le Conseil de l'Université devra ultérieurement étudier les modalités de coopération et de consultation avec l'UNITAR.

41. Il conviendra en temps voulu d'envisager la participation de jeunes chercheurs aux travaux de l'Université et de chercher à y associer d'une façon ou d'une autre les organisations de jeunes. La délégation philippine espère qu'il sera possible de créer un conseil consultatif de la jeunesse au sein de l'Université.

42. Pour conclure, M. Verceles espère que le projet de résolution A/C.2/L.1300 sera adopté à l'unanimité.

43. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) précise que l'adoption de la charte, en conséquence de l'adoption du projet de résolution A/C.2/L.1300, n'entraînera aucune incidence financière sur le budget ordinaire de l'ONU, que ce soit au titre de l'article IX de la charte ou du paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution.

44. Il annonce pour terminer que l'Uruguay s'est joint aux auteurs du projet de résolution.

La séance est levée à 12 h 25.